

Unité départementale du Val-d'Oise
Préfecture du Val d'Oise
5 avenue Bernard Hirsch
CS 20105 - CEDEX
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 16/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ZITOUNTERK CASSE

chemin de la piste
95500 Bonneuil-En-France

Références : UD95-2026-0072
Code AIOT : 0006507389

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2026 dans l'établissement ZITOUNTERK CASSE implanté chemin de la piste et 6 et 8 bis chemin de la couture 95500 Bonneuil-en-France. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZITOUNTERK CASSE
- chemin de la piste et 6 et 8 bis chemin de la couture 95500 Bonneuil-en-France
- Code AIOT : 0006507389
- Régime : Autorisation

La casse Zitounterk est un centre de traitement de véhicules hors d'usage (VHU) soumis à Enregistrement. L'exploitant stocke également des véhicules en attente de décisions d'assurances.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Illégaux déchets
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rétentions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement , article L. 541-10-26 et R. 543-155-1 (II)	/	Sans objet
4	Obligation de reprise sans frais des VHU	Code de l'environnement , article R. 543-155 (II)	/	Sans objet
5	Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement , article R. 541-45	/	Sans objet
6	Obligation de remise des batteries issues des VHU et DEEE	Code de l'environnement , article 65	/	Sans objet
7	Valeurs limites de rejets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a suivi l'évolution réglementaire en contractant avec les éco-organismes, tout en poursuivant les travaux d'agrandissement de ses installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a déclaré disposer sur toutes ses parcelles d'un débourbeur-déshuileur. L'inspection a demandé le justificatif du dernier curage du débourbeur de la zone de dépollution. L'exploitante a présenté le justificatif en date du 13/11/2025. L'inspection a demandé quand serait programmé le suivant, l'exploitante a déclaré que son prestataire aurait dû revenir en fin d'année, conformément à leur contrat qui lui impose un passage par mois. L'inspection a rappelé à l'exploitante la nécessité de suivre au plus près ces échéances dans la mesure où certaines émanations chez un riverain avaient mis en évidence une périodicité inadaptée. L'exploitante s'est engagée à le faire revenir dans les plus brefs délais. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions des aires et locaux de travail
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulement susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du

milieu naturel.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a réalisé une visite du site par sondage sur la zone de dépollution et a constaté que les fissures qui étaient présentes sur la dalle ne sont plus visibles. L'exploitant a expliqué que la partie haute de la parcelle avait fait l'objet d'une refonte de la dalle béton. Concernant la partie basse, où stationnent des VHU en partie brûlés et en attente de décision d'assurance, la dalle laisse apparaître des zones détériorées. L'exploitant a fait savoir que ces traces étaient dûes à l'action du camion de son prestataire qui écrase les VHU avant de les charger.</p> <p>L'inspection a alerté l'exploitant sur le fait qu'en cas de détérioration importante, il serait contraint de refaire la dalle béton de toute cette zone. Il a fait savoir que celle-ci avait été refaite en 2024, et en 2025 pour la partie haute de la parcelle. L'inspection l'a alerté sur la méthode de presse des VHU, et l'a invité à réfléchir sur une méthode moins impactante pour la dalle.</p> <p>L'inspection a noté au niveau de la jonction entre les deux dalles une fissure de dilatation sur environ 3 mètres de longueur pour 0,5 à 1 cm de largeur. L'exploitant s'est engagé à la faire combler rapidement.</p> <p>Non-conformité 1 : Contrairement à l'article 25 de l'arrêté du 26/11/2012, l'exploitant n'a pas pris toutes les mesures pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulement susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou prévenir toute pollution des sols au niveau de la zone de dépollution. L'exploitant veillera à suivre régulièrement les zones de fissuration afin de lancer rapidement les réparations nécessaires à l'étanchéité de la dalle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 541-10-26 et R. 543-155-1 (II)
Thème(s) : Actions nationales 2026, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec au moins un éco-organisme ou un système individuel agréé en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a demandé à voir les éléments de contrat du centre VHU avec les éco-organismes ou tout système agréé relevant de la filière. L'exploitante a déclaré disposer d'un contrat avec l'Indra, Valorauto, Track Auto notamment. L'inspection a demandé à ce que soit transmis l'attestation concernant l'Indra. L'exploitante s'est engagée à le faire rapidement.</p> <p>Par courriel en date du 02/02/2026, l'exploitante a transmis une copie du contrat de gestion entre</p>

<p>la société Zitounterk et INDRA SAS conclu le 29/10/2024. Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection. La prescription contrôlée est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Obligation de reprise sans frais des VHU

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 543-155 (II)</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitante a déclaré recevoir assez peu de VHU directement de particuliers. Les véhicules sont essentiellement envoyés par les assurances. L'exploitante a déclaré être en mesure de reprendre un VHU sans frais si un particulier en faisait la demande.</p> <p>Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 541-45</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdéchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-</p>

organisme.
Constats : L'inspection a questionné l'exploitante sur la réalisation de bordereaux de suivi de déchets. L'exploitante a présenté sur écran, via son application, une liste de BSD. L'inspection a sollicité la présentation du dernier bordereau et sa transmission par courriel. Celui-ci a bien été transmis. Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Obligation de remise des batteries issues des VHU et DEEE

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article 65
Thème(s) : Actions nationales 2026, gestion des batteries extraites des véhicules
Prescription contrôlée : Les exploitants d'installations de traitement relevant de la directive 2000/53/CE (VHU) ou de la directive 2012/19/UE (DEEE) remettent les déchets de batteries résultant du traitement des véhicules hors d'usage ou des déchets d'équipements électriques et électroniques aux producteurs des catégories de batteries concernées ou, aux éco-organismes ou aux opérateurs de gestion des déchets sélectionnés par ces éco-organismes dans le cadre de procédure d'appel d'offres 2. Les exploitants d'installations de traitement visés au paragraphe 1 conservent des registres de ces transactions de remise. Constats : L'exploitante a déclaré que les batteries issues du traitement des VHU étaient transmises à un ferrailleur pour traitement. Concernant les véhicules électriques, l'exploitante a déclaré les maintenir sur site après récupération, puis les transmettre à un organisme affilié en mesure de dépolluer un véhicule électrique. Ces derniers ne sont pas démontés sur site. Sollicité par l'inspection, l'exploitante a pris attache avec son prestataire afin de lui demander avec quel éco-organisme il était en contrat, celui-ci a déclaré être affilié à ECOSYSTEM. L'exploitante s'est engagée à nous faire parvenir son attestation. Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection. La prescription contrôlée est respectée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande de l'inspection 1 : l'exploitante transmettra l'attestation de son prestataire démontrant le contrat entre ECOSYSTEM et lui même.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Valeurs limites de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;

température < 30 °C ;

b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :

Matières en suspension : 600 mg/l ;

DCO : 2 000 mg/l ;

DBO5 : 800 mg/l.

Les valeurs limites spécifiées aux points a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :

Matières en suspension : 35 mg/l.

DCO : 125 mg/l ;

DBO5 : 30 mg/l.

Chrome	hexavalent	:	0,1	mg/l	;
Plomb	:	0,5	mg/l		;
Hydrocarbures	totaux	:	5	mg/l	;

Métaux totaux : 15 mg/l.

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

Constats :

L'inspection a été destinataire des analyses réalisées le 14/05/2025. Celles-ci ont donné des résultats inférieurs aux valeurs limites de rejet ;

Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite